



FORUM LA RÉPUBLIQUE CONTRE LES EXTRÉMISMES « Être un rempart républicain »



L'AGENDA

PRIMAIRES CITOYENNES

Les 13 et 20
OCTOBRE 2013
C'EST VOUS QUI
DÉCIDEZ !

À Aix-en-Provence,
Béziers,
Le Havre,
Marseille

Le PS mène la lutte contre les extrémismes



Le Parti socialiste lance l'offensive dans la lutte contre l'extrême droite et la droite extrémisée. Il organisait ainsi un forum intitulé « la République face aux extrémismes » samedi à Paris. « Pour agir, il faut comprendre, fait remarquer David Assouline. C'est la République qui reste le rempart face aux extrémismes. Nous voulons mener une bataille culturelle, et elle est urgente, pour défendre les valeurs de la République. » Et le porte-parole du PS de relever que « le programme de Mme Le Pen, c'est le chaos social pour la France. » Face à l'augmentation du poids du Front national, il fustige la « lâcheté » des dirigeants de droite, et estime qu'on assiste à « une fusion » de certaines idées.

De nombreux intellectuels et journalistes participaient à ce Forum, qui ont réfléchi notamment à la manière de démasquer la figure de l'extrême droite derrière le visage du Front national. L'historien Zeev Sternhell rappelle que « la seule façon de lutter contre le FN, c'est de proposer une alternative culturelle, idéologique et morale car la bataille est d'abord intellectuelle. » Renaud Dély, journaliste, remarque pour sa part que le FN « a changé sous Marine Le Pen ». Le parti, à l'origine « un regroupement de revanchards, anciens de l'OAS, de groupuscules extrémistes », a laissé de côté les « combats perdus de l'extrême droite », pour une stratégie de conquête du pouvoir, à la fois national et local. Parallèlement, « la droite a elle aussi changé », explique le journaliste du Nouvel Observateur, qui souligne l'invention de la droite décomplexée par Nicolas Sarkozy et Patrick Buisson, qui est aussi « une droite amnésique ». Cette droite « court après le FN, en dénonçant les élites et le péril identitaire ». Le politologue Gaël Brustier juge pour sa part que « le PS a des outils à réinventer ». Prenant exemple sur la Belgique, il note que chez nos voisins wallons, le militant socialiste prend davantage part à la société.

De son côté, le journaliste Claude Askolovitch met en garde contre la montée de l'islamophobie, « même chez les militants de gauche », considérant que « l'on a fabriqué de toute pièce un problème musulman », et plaidant pour la libre expression des croyances de chacun. L'essayiste Caroline Fourest lui répond qu'elle, au contraire, « est heureuse d'appartenir à un pays qui a gardé un modèle républicain

et laïc ». « Nous ne voulons pas avoir le choix uniquement entre Marine Le Pen et Tariq Ramadan, qui sont tous les deux des extrémistes ! », lance-t-elle.

Pour Harlem Désir, « le combat contre l'extrême droite doit se mener sur tous les plans, celui des réponses à la crise, celui de l'emploi, celui de l'avenir économique de notre pays, celui de la présence des services publics sur tous les territoires, celui de l'école et de la promesse d'égalité. La crise de notre époque n'est pas seulement économique, sociale elle est aussi une crise des repères, une crise morale, une crise des valeurs. » Le Premier secrétaire du PS regrette que cette crise touche également une partie de la droite « qui cède sur les valeurs fondamentales et accepte de pactiser avec les ennemis de la République ». À l'UMP, « c'est la droite forte de Guillaume Peltier, ancien du FN, qui est devenu le premier courant au dernier congrès. Par stratégie politicienne et électoraliste, la droite est en train de perdre son âme, mais demain elle perdra aussi les élections face à l'extrême droite. » Plusieurs intervenants ont relevé que le FN n'avait pas vocation à s'allier à l'UMP, mais bien à la remplacer. « Face à ce bloc droitier, nous devons être un rempart républicain, car nous sommes la dernière digue », assène Harlem Désir.

« Ce n'est pas en nous plaçant sur le terrain de l'adversaire que nous pourrons le vaincre, affirme Vincent Peillon. Ce n'est pas en le laissant dicter nos thèmes, parfois nos mots ! Il faut montrer que la gauche et la droite ne mènent pas la même politique, qu'elles n'ont pas les mêmes valeurs ni les mêmes pratiques. » Najat Vallaud-Belkacem ajoute que « face à la défiance des Français, nous devons être concrets. Nos mots doivent reposer sur des actes : ceux que nous menons au gouvernement. Nous devons être fiers de ce que nous faisons, quand nous investissons 300 millions d'euros en Lorraine, quand nous mettons en place la garantie jeune, quand nous œuvrons pour le pouvoir d'achat en plafonnant les frais bancaires, en maîtrisant les loyers ou en élargissant la CMU... Rien n'est gagné. Mais nous devons commencer à reconstruire ce pays que nous aimons tant. »



FORMATION

Université permanente des cadres fédéraux

L'Université permanente s'adresse aux secrétaires fédéraux, délégué-e-s fédéraux, aux secrétaires de section membres des conseils fédéraux, ainsi qu'aux animateurs-trices départementaux-tales MJS.

La formation se déroule sur quatre week-ends intensifs :

Trois au siège du Parti socialiste, 10, rue de Solférino – 75007 PARIS
Le quatrième se tient à l'Université d'été à la Rochelle.
(Les frais de transports peuvent être pris en charge par la fédération, sous réserve de son accord).

Calendrier

- > 1^{er} week-end : du vendredi 22 novembre à 18h au 24 novembre 2013 à 14h
- > 2^{ème} week-end : du vendredi 10 janvier à 18h au 12 janvier 2014 à 14h
- > 3^{ème} week-end : du vendredi 4 avril à 18h au 6 avril 2014 à 14h
- > 4^{ème} week-end : du vendredi 29 août à 18h au 31 août 2014 à 14h

Les demandes d'inscriptions et renseignements s'effectuent auprès de votre fédération ou du secteur formation : tél. : 01 45 56 76 13, formation@parti-socialiste.fr, à retourner avant le 20 octobre.
Parti socialiste, secteur Formation, 10, rue de Solférino, 75007 Paris.

François Hollande inaugure un projet novateur dans les énergies



François Hollande était lundi à Cherbourg, pour lancer un appel à projets pour des fermes pilotes d'hydroliennes au large des côtes normandes et finistériennes. Trois ou quatre fermes, comprenant chacune 5 à 10 hydroliennes devraient être implantées au raz Blanchard, dans le Cotentin, et sur le passage Fromveur, au large du Finistère. Cette expérimentation s'inscrit dans la transition énergétique, et dans les 34 plans pour doper l'industrie et l'innovation, lancés par le ministère du Redressement productif.

Le président a également entériné un important contrat de ventes de bateaux au Mozambique, en compagnie de son président, Armando Guebuza. Ce contrat prévoit la vente de 30 bateaux pour 200 millions d'euros, ce qui représente deux ans de travail pour les 350 salariés du chantier naval des constructions mécaniques de Normandie.

ACTUALITÉ PARLEMENTAIRE

Redonner le pouvoir à l'économie réelle face à la finance

La proposition de loi « *visant à donner des perspectives à l'économie réelle et à l'emploi industriel* » a été votée en première lecture à l'Assemblée nationale mardi 1^{er} octobre. Cette loi dite « Florange » fait suite à la promesse du président d'obliger les grandes entreprises qui veulent fermer un site industriel à rechercher un repreneur.

« *L'industrie française a perdu 2 millions d'emplois en trente ans, dont 750 000 sur les dix dernières années, rappelle l'exposé des motifs. Depuis 2009, plus de 1 000 usines ont fermé leurs portes, pour seulement 700 ouvertures.* » Cette situation est « *l'héritage de 30 années durant lesquelles l'économie réelle a été délaissée au profit de la finance. Les dirigeants d'entreprises sont payés pour privilégier les dividendes d'aujourd'hui à l'investissement, aux emplois et aux exportations de demain.* » Cette proposition de loi a pour but de « *freiner cette mécanique qui broie les salariés, détruit l'appareil productif et menace l'indépendance nationale* ».

Avec cette loi, plusieurs obligations s'imposeront au dirigeant d'une entreprise appartenant à un groupe de plus de 1 000 salariés souhaitant fermer l'un de ses établissements. Il devra informer les salariés *via* le comité d'entreprises et aura trois mois pour rechercher un repreneur. Cette recherche sera soumise à une obligation de moyens. Si le CE considère que l'employeur ne joue

pas le jeu, il pourra lancer une procédure devant le tribunal de commerce. Le juge pourra alors vérifier si la recherche d'un repreneur a été effective, et si l'employeur a refusé des offres de reprise crédible. Si c'est le cas, ce dernier pourra être condamné à payer des pénalités, qui pourront aller jusqu'à 20 fois la valeur du Smic mensuel par emploi supprimé.

En outre, la proposition de loi prévoit de favoriser la reprise de l'activité par les salariés. Ils devront ainsi être informés en cas de redressement ou de liquidation judiciaire d'une entreprise afin de pouvoir, le cas échéant, comme tout tiers, déposer une offre de reprise totale ou partielle de l'entreprise.

Enfin, le dernier volet de la loi a pour objectif de stabiliser l'actionnariat dans les entreprises car « *l'actionnaire à court terme ne s'intéresse pas à l'économie réelle, seules comptent pour lui les performances financières* ». Pour éviter les prises de contrôle rampantes par des groupes prédateurs, l'article 4 abaisse de 30 à 25 % le seuil à partir duquel il est obligatoire de lancer une offre publique d'achat (OPA) sur la totalité du capital. L'article 6 prévoit lui une meilleure effectivité de l'intervention du CE en cas d'OPA, en obligeant la mise en place d'une procédure d'information et de consultation avant l'avis du conseil d'administration sur l'OPA.



Marie-Dominique aime les pains au chocolat,
Moussa préfère les croissants
mais ils aiment surtout
faire la France ensemble.



**LA RÉPUBLIQUE, CE QUI NOUS UNIT
EST PLUS FORT QUE CEUX QUI LA DIVISENT**